

## Richard Coudenhove-Kalergi, J'ai choisi l'Europe

**Légende:** Dans ses Mémoires, le comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur à Vienne de l'Union paneuropéenne en 1923, se souvient des préparatifs pour la création en 1947 de l'Union parlementaire européenne (UPE).

**Source:** COUDENHOVE-KALERGI, Richard. J'ai choisi l'Europe. Paris: Plon, 1952.

**Copyright:** (c) Coudenhove-Kalergi

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/richard\\_coudenhove\\_kalergi\\_j\\_ai\\_choisi\\_l\\_europe-fr-e8f300f0-69ef-4042-89b6-0220b8eb7ad9.html](http://www.cvce.eu/obj/richard_coudenhove_kalergi_j_ai_choisi_l_europe-fr-e8f300f0-69ef-4042-89b6-0220b8eb7ad9.html)

**Date de dernière mise à jour:** 04/09/2012

## Richard Coudenhove-Kalergi, *J'ai choisi l'Europe*

[...]

De retour à Gstaad, je commençai immédiatement les préparatifs d'une union européenne des parlementaires.

Je devais tout d'abord m'assurer quels étaient les parlementaires disposés à intervenir ouvertement en faveur de l'unification européenne. Cela n'était possible qu'au moyen d'un référendum. Je rédigeai une lettre que je fis parvenir à trois mille neuf cent treize parlementaires en leur demandant de me renvoyer, avec leur réponse, la carte insérée où était inscrite la question suivante: « Êtes-vous en faveur d'une Fédération Européenne dans le cadre des Nations Unies? » Il suffisait de répondre par « oui » ou « non » et de renvoyer la carte, signée. Erica se chargeait de me faire parvenir à New-York la liste des réponses reçues.

Après que j'eus apposé ma signature sur toutes ces lettres, nous nous embarquâmes à Cherbourg, le 10 novembre, sur *l'Ile-de-France*, à destination de New-York où quelques jours après nous réintégrons notre maison de l'Hudson. Erica qui avait beaucoup souffert du mal du pays à New-York, était restée à Gstaad dont elle ne voulait plus désormais quitter le bel horizon montagneux.

Nous attendions anxieusement les résultats de la circulaire. Bientôt chaque courrier apportait un compte rendu d'Erica: ce n'était que bulletins de victoire! Le résultat de l'enquête dépassait tout ce qu'on pouvait attendre; les réponses étaient presque toutes affirmatives, les « non », très rares. Sauf les communistes, la majorité consultée répondait. Mais le fait que les communistes s'abstenaient, au lieu de répondre négativement, était caractéristique. Les chefs de ce parti savaient bien que leurs candidats communistes, s'ils répondaient par « non », perdraient un grand nombre de leurs électeurs.

La réponse affirmative de Vincent Auriol — à la veille de son élection à la présidence de la République — fut parmi les premières reçues. Son collègue italien, le secrétaire d'Etat Einaudi, envoya également une réponse positive; de même les anciens présidents du conseil, Reynaud, Daladier, Paul-Boncour, Bonomi, Parri, Tsaldaris, Papandréou, Vénizelos, Van Zeeland; le président du conseil actuel, Henri Queuille; le comte Sforza, et de nombreux autres ministres.

La France et l'Italie venaient en tête; l'Angleterre se montrait plus réservée; beaucoup de parlementaires anglais, en effet, ne voyaient pas bien comment et dans quelle mesure une fédération européenne serait compatible avec le Commonwealth. Mais, phénomène surprenant, il nous parvenait très peu de réponses négatives, même d'Angleterre.

La Scandinavie, elle aussi, restait prudente en raison du voisinage soviétique. Je m'étais provisoirement abstenu d'envoyer mon questionnaire en Autriche, pays occupé par les Russes. Mais les deux grands partis, catholiques et socialistes, ne tardèrent pas à se déclarer unanimement pour une fédération européenne.

De Grèce également arrivèrent les réponses affirmatives des deux tiers des parlementaires; presque tous les chefs de partis figuraient parmi eux.

C'est ainsi que, peu à peu, l'enquête devint un plébiscite indirect. Car de toute évidence les parlementaires, nullement astreints à répondre, auraient jeté le questionnaire au panier s'ils n'avaient pas été convaincus des tendances paneuropéennes de leurs électeurs.

Il ne pouvait plus subsister aucun doute — et ce plébiscite le prouvait pour la première fois — que l'écrasante majorité des Européens de toutes nations était en faveur de Paneurope, et que seule une minorité en voie de disparition y était opposée.

[...]